

» PRESSE NATIONALE

Politique ↻



le jour
SOURCES D'INFORMATION

41EME REUNION ORDINAIRE DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DE LA CEDEAO / TENE BIRAHIMA OUATTARA : « FACE AUX MENACES AUXQUELLES NOUS SOMMES CONFRONTES, NOUS N'AVONS D'AUTRE CHOIX QUE D'AGIR ENSEMBLE »

Trois jours durant, la Côte d'Ivoire abrite les assises de la 41ème réunion ordinaire des chefs d'Etat-Major de la CEDEAO. Le ministre d'Etat, ministre de la Défense de Côte d'Ivoire, Téné Birahima Ouattara, a présidé, ce mercredi 17 novembre 2021, à Abidjan, la cérémonie d'ouverture de cette session qui vise, dans un contexte sécuritaire difficile, à débattre justement des questions liées à la sûreté des Etats de la sous-région. Insistant sur la mise en commun des énergies afin de faire converger leurs efforts pour des solutions globales, innovantes et immédiatement applicables. « Face aux menaces auxquelles nous sommes confrontés, nous n'avons d'autre choix que d'agir ensemble », a-t-il martelé.



L'EXPRESS

COOPÉRATION BILATÉRALE : LA CORÉE OFFRE DES VÉHICULES À LA CÔTE D'IVOIRE

Les relations Ivoiro-Coréennes sont au beau fixe. C'est dans cette ambiance que six véhicules ont été offerts par la République de Corée au ministère d'Etat, ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Diaspora. C'était le mercredi 17 novembre 2021 au Plateau. La ministre Kandia Camara, recevant les engins roulant des mains de l'ambassadeur de la Corée en Côte d'Ivoire, Rhee Yong-Il, a indiqué que le geste de la Corée en faveur de son ministère s'inscrit dans une heureuse tradition. Pour cela, elle a rappelé qu'en avril 2014 et en février 2015, la République de Corée leur faisait un don respectif de cinq véhicules et de deux cars. Elle a soutenu que ces engins leur permettront d'améliorer substantiellement leurs conditions de travail et d'optimiser la force de production de son personnel.

Economie ↻



Mandat

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION : LA CÔTE D'IVOIRE VA ABRITER LA 15ÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Le sous-secrétaire général des Nations Unies, secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD), Ibrahim Thiaw, a été reçu, hier 17 novembre 2021, en audience par le Premier Ministre Patrick Achi. Audience au cours de laquelle il s'est dit rassuré de ce que la Côte d'Ivoire ait donné son accord pour l'organisation, en mai 2022, de la 15ème session de la Conférence des parties de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification. Le représentant des Nations Unies a indiqué que la planète terre fait l'objet d'agressions diverses, et qu'il n'existe, malheureusement, pas un seul hectare qui n'ait été impacté négativement par l'homme. C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, la rencontre d'Abidjan permettra de discuter de l'avenir de la planète.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly et ses collègues du Plan et Développement, Mme Kaba Nialé et celui du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, ont fait adopter à l'unanimité par les députés membres de la Commission des Affaires économiques et sociales (Caef) le projet de budget-programmes de leur ministère, hier mercredi 17 novembre. 85 324 798 983 FCFA est le montant global du projet du budget-programmes 2022 du ministère de l'Économie et des Finances, approuvé par les députés de la Caef. Le ministre Adama Coulibaly a indiqué dans sa présentation que ce budget se repartit en « personnel à 22 425 148 075 FCFA, biens et services 13 388 855 630 FCFA, transferts 18 684 804 244 FCFA, investissement 30 825 991 034 FCFA, Trésor 23 727 791 034 FCFA et les Dons/Emprunts s'élèvent à 7 098 200 000 FCFA ».

MINISTÈRE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT : LES DÉPUTÉS APPROUVENT LE BUDGET 2022 DE 336,65 MILLIARDS DE FCFA

Au deuxième jour de l'examen du projet de loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2022, les membres de la Commission des affaires économiques et financières (CAEF) de l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité, hier mercredi 17 novembre, le budget du ministère du Budget et du Portefeuille de l'État, à hauteur de 336,65 milliards de FCFA. Présentant ce budget, le ministre Moussa Sanogo a indiqué que le budget effectif des services s'élève à 124,09 milliards de FCFA et représente 37% du budget total du ministère et 1,25% du budget global de l'État. Reparti en six programmes, 58% de ce budget seront destinés à l'Administration générale, 18% au budget, 12% aux douanes. Les impôts, le portefeuille de l'État et les marchés publics comptabilisent, respectivement, 7%, 4% et 1% de ce budget. Justifiant ces chiffres, Moussa Sanogo a indiqué que plusieurs chantiers seront mis en œuvre au cours de cette gestion budgétaire.

E-AGRICULTURE EN CÔTE D'IVOIRE : LE MINISTRE ROGER ADOM EXPLIQUE L'ÉTAT D'AVANCEMENT À UNE DÉLÉGATION DE LA BANQUE MONDIALE

Le ministre de l'Économie numérique, des Télécommunications et de l'Innovation, Roger Adom, a reçu une délégation de la Banque mondiale conduite par Coralie Gevers, la directrice des opérations pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, le mercredi 17 novembre 2021, à son Cabinet, à Abidjan-Plateau. Selon le ministre Roger Adom, le projet e-agriculture a démarré en 2018 avec la Banque mondiale. « Notre ambition est de faire en sorte que l'économie numérique soit un secteur porteur, de faire en sorte que les prix des communications soient abordables pour tous et qu'elle soit sur toute l'étendue du territoire. Pour le e-agriculture, nous sommes à l'étape des appels d'offres sur deux composantes : la connectivité rurale et l'état des routes », a-t-il fait savoir.

BUDGET 2022 / AFFECTATION DES FONCTIONNAIRES, LUTTE CONTRE LA FRAUDE AUX CONCOURS... : ANNE OULOTO INSTRUIT LES DÉPUTÉS

La ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Ouloto, a défendu, hier mercredi 17 novembre, le budget 2022 de son département, devant les membres de la commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale. C'est un projet de budget qui s'élève à 28,136 milliards de FCFA. Lors de ce grand oral, Anne Ouloto a été on ne peut plus claire. À la préoccupation relative aux affectations des fonctionnaires qui se retrouvent pratiquement dans les grandes villes, elle a indiqué que c'est un défi pour son département d'arriver à redéployer les fonctionnaires et agents de l'État sur l'ensemble du territoire. Se prononçant sur la fraude aux concours d'entrée à la Fonction publique, elle est revenue sur les efforts déployés par son ministère pour y faire face. Il s'agit, entre autres, de l'adoption d'une charte d'éthique pour l'organisation des concours et de la fin des formations en présentiel pour éviter la proximité et le clientélisme.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES 2021 À BOUAFLE : LA MINISTRE NASSÉNÉBA TOURÉ ENCOURAGE LA VALORISATION DU TRAVAIL DES FEMMES

Des milliers de femmes, venues des quatre coins du District du Sassandra-Marahoué ont été témoins de la célébration officielle de la journée internationale des coopératives à la préfecture de Bouaflé, le dimanche 14 novembre 2021. Selon la ministre Nassénéba Touré, « il est question ici de valoriser le travail des femmes des sociétés coopératives. Cette journée reste une opportunité pour montrer l'importante contribution des coopératives dans le développement économique et social de la Côte d'Ivoire. Je salue les efforts des femmes des coopératives et je les invite à une plus grande collaboration pour féliciter la production, la commercialisation et la transformation de leurs produits (...) », a déclaré la ministre. La cérémonie riche en dons de la part des populations, des élus et de la ministre, a été animée par des prestations de danses, notamment le Zaouli de Tibehta.

GRÈVE D'AGENTS DE SANTÉ ET RÉFORME HOSPITALIÈRE : DR AKA KOFFI (DIRCAB DE LA SANTE) FAIT DES PRECISIONS

Des syndicats regroupés au sein de la Coordination des syndicats de santé (COORDISANTE) ont débuté, le mercredi 17 novembre 2021, une grève pour réclamer l'application de la réforme hospitalière. Dans la commune de Port-Bouët et à Bouaké, des agents de santé ont été contraints à la grève quand d'autres disent avoir été menacés dans d'autres localités. C'est pour apporter des précisions sur cette "grève de la réforme hospitalière" que Dr Aka Charles Koffi, directeur de cabinet du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, a animé une conférence de presse, le mercredi 17 novembre 2021 au Plateau. « Je voudrais préciser que la réforme hospitalière est une volonté de l'Etat de Côte d'Ivoire de rendre le secteur sanitaire performant. Les décrets d'application de la réforme hospitalière sont sur la table du gouvernement. Le processus est à la dernière étape. C'est pourquoi, nous demandons à nos partenaires d'être patients et de nous faire confiance », a-t-il indiqué.

ACCES AUX NOUVEAUX MEDICAMENTS CONTRE LA COVID-19 : L'AFRIQUE VA BENEFICIER DU MEDICAMENT PFIZER ET MERCK

« L'Union Africaine devra se positionner pour permettre aux pays africains de bénéficier au plus tôt de ce traitement ». C'est la chute du texte publié hier sur les nouveaux traitements antiviraux contre la Covid-19 annoncés par les laboratoires pharmaceutiques Pfizer avec le Paxlovid et Merck avec le Molnupiravir. Grâce au laboratoire américain Pfizer, l'Afrique pourra bénéficier du Paxlovid (efficace à 89% dans la réduction des risques d'hospitalisation et de décès) dès que ce médicament sera approuvé par l'agence américaine du médicament. Pfizer rejoint ainsi Merck qui avait déjà passé un accord similaire avec MPP pour son médicament Molnupiravir.

Culture ↻

RETOUR DU TAM TAM PARLEUR DES TCHAMAN : LE GOUVERNEMENT S'ACTIVE A ACCUEILLIR LE « DJIDJI-AYOKWE »

Henriette Badou N'Guessan Kouamé, ministre de la Culture et de l'Industrie des arts et du Spectacle a adressé une correspondance à son collègue de la Communication, des Médias et de la Francophonie, Amadou Coulibaly par ailleurs Porte-parole du gouvernement. Il s'agira pour ces deux membres du gouvernement de s'activer à "mutualiser" leurs compétences et ressources en vue d'accueillir le tambour parleur du peuple Tchaman, le « Djidji Ayôkwe ». « En attendant le vote d'une loi française autorisant le transfert de propriété et le grand retour du tambour parleur Atchan, il urge de créer les conditions optimales de sa conservation et de sa valorisation. Dans cette perspective, j'ai l'honneur de vous adresser



VU SUR LE NET

Economie



MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT : 32,842 MILLIARDS FCFA DE BUDGET-PROGRAMMES ADOPTÉ

La Commission des Affaires économiques et financières (Caef) a voté à l'unanimité de ses membres présents le mercredi 17 novembre 2021 à l'hémicycle à Abidjan-Plateau l'ouverture des crédits pour le compte du ministère du Plan et du développement. Il lui est ouvert un budget de 32,842 milliards FCFA pour l'exécution de son programme. Au terme de la session en commission, le ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba, a salué l'esprit des députés.



BUDGET 2022 : 4 891 466 172 POUR LE MINISTÈRE EN CHARGE DE LA BONNE GOUVERNANCE

Le ministère de la Promotion de la bonne gouvernance, du Renforcement des capacités et de la Lutte contre la corruption va disposer d'une dotation budgétaire de 4 891 466 172 FCFA. Le ministre Épiphané Zoro Ballo en mission hors du pays, c'est Brice Kouamé Kouassi, secrétaire d'État auprès du ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, chargé de la Modernisation de l'administration, qui l'a représenté devant les députés, à l'Assemblée nationale. Cette enveloppe se répartit par nature de dépenses en trois principaux programmes. L'administration générale (1 888 086 097 FCFA), le renforcement des capacités (2 553 380 075 FCFA) et la lutte contre la corruption (450 000 000 de FCFA).

Société



CONCOURS ADMINISTRATIFS 2021 : LES DÉLIBÉRATIONS REPORTÉES CE JEUDI 18 NOVEMBRE

Initialement prévues pour le mardi 16 novembre 2021, les délibérations des concours administratifs ont été reportées au jeudi 18 novembre 2021, rapporte un communiqué de la ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto. Ce report, explique la ministre, est dû à l'atelier de validation des documents de cadrage de la formation continue des fonctionnaires et agents de l'Etat, organisé par ledit ministère à Yamoussoukro, et qui a mobilisé l'ensemble des membres permanents du jury, et le long week-end de la Journée nationale de la paix qui ont impacté les travaux préparatoires du jury.



AGENCE DE PRESSE

Economie

JAS 2021/ LE GOUVERNEMENT LANCE UN APPEL POUR UNE CÔTE D'IVOIRE DOTÉE D'UN SYSTÈME STATISTIQUE PERFORMANT



Le gouvernement, par le truchement de la ministre du Plan et du développement, Nialé Kaba, lance un appel aux décideurs politiques, aux partenaires et à l'ensemble des acteurs du système statistique national, à œuvrer pour permettre à "la Côte d'Ivoire de disposer d'un système statistique solide et performant". Mme Kaba a fait cette doléance à l'occasion du message du gouvernement sur la célébration de la 31^è Journée africaine de la statistique (JAS), livré mercredi 17 novembre 2021, à son cabinet d'Abidjan, sis dans la commune du Plateau. Pour l'émissaire du gouvernement, seul un système statistique solide et performant est "capable de fournir régulièrement des statistiques officielles de haute qualité au service du développement durable et inclusif, pour une Côte d'Ivoire stable et prospère".



Accédez à l'information officielle
du Gouvernement de Côte d'Ivoire
en un clic.

www.gouv.ci



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 51 14 38 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.



www.gouv.ci



CÔTE D'IVOIRE
SOLIDAIRE

Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale